

## La coopération transfrontalière est nécessaire au succès de l'économie numérique africaine



27/03 - 07:48

En matière de transformation numérique, l'Afrique est encore à la traîne par rapport au reste du monde et, malgré le nombre croissant de solutions innovantes, le manque persistant d'infrastructures adéquates et de connectivité empêche le continent de réaliser son véritable potentiel économique. Le meilleur moyen, et le plus rapide, de surmonter ces obstacles pourrait consister à renforcer la coopération entre les pays et leurs divers régulateurs.

C'est ce qu'a déclaré James Claude, PDG de Global Voice Group (GVG) ([www.GlobalVoiceGroup.com](http://www.GlobalVoiceGroup.com)) – fournisseur de solutions informatiques aux gouvernements et autorités réglementaires –, ajoutant que même si de nombreux pays d'Afrique travaillent individuellement à l'amélioration de leurs infrastructures et de leurs capacités numériques, la solution la plus efficace consistera à placer ces défis dans une perspective régionale.

Dans le cadre du 5<sup>e</sup> Forum de Crans-Montana organisé à Dakhla, au Maroc, en mars de cette année, M. Claude a souligné que les gouvernements africains ont un rôle crucial à jouer afin d'emmener le continent vers la prochaine étape de son itinéraire numérique.

« Les entreprises, les universités et les jeunes entrepreneurs contribuent de plus en plus à l'économie numérique et favorisent l'innovation en Afrique. Il faut maintenant que les gouvernements s'emploient à aider ces acteurs du secteur privé à accélérer le développement de leurs solutions de manière à entraîner un vrai changement pour le continent. Cela nécessitera une harmonisation des réglementations qui permettra aux entreprises et aux prestataires de services d'étendre leurs activités au-delà des frontières nationales. »

Le potentiel de l'Afrique en tant que principal chef de file de l'économie numérique mondiale croît considérablement chaque année. La population africaine augmente de façon exponentielle et devrait passer de 1,379 à 1,486 milliard d'habitants d'ici 2025. De plus, la pénétration de l'économie numérique sur le marché s'accélère. Et il est important de noter que d'ici 2020 la moitié de la population africaine possédera un smartphone, ce qui contribue déjà grandement à surmonter les barrières infrastructurelles à la transformation numérique et à connecter les personnes et les services en ligne.

« Profitant de cet élan, des plates-formes d'argent mobile telles que M-Pesa ont fondamentalement changé la façon dont l'argent circule sur le continent. L'avènement de l'argent mobile a entraîné une rapide croissance du commerce électronique et les détaillants en ligne qui acceptent les paiements mobiles permettent aux personnes même dépourvues de compte bancaire d'accéder à une plus grande diversité de produits. De même, les petites et moyennes entreprises peuvent accroître leurs ventes et contourner de nombreuses contraintes infrastructurelles. »

M. Claude explique que les gouvernements de tout le continent doivent s'appuyer sur cette évolution pour créer davantage de services numériques basés en Afrique et faciliter la création d'entreprises technologiques locales, tout en continuant d'investir dans l'éducation et dans des incubateurs qui permettent aux citoyens d'avoir pleinement accès aux bénéfices de la transformation numérique.

« Il est tout aussi vital de veiller à ce que les régulateurs de chaque région et de chaque pays disposent de la visibilité, de la transparence et des données nécessaires pour prendre des décisions éclairées qui favoriseront l'économie numérique dans les différentes juridictions. C'est un domaine dans lequel GVG a déjà beaucoup d'expérience et a joué un rôle de pionnier dans l'adoption de la RegTech – la solution technologique réglementaire – sur le continent. »

GVG aide les organismes de réglementation et les agences gouvernementales à jouer un rôle proactif et pertinent dans l'élaboration de leur agenda numérique. « Nos solutions fournissent des données clés qui aident les régulateurs à passer des institutions basées sur le papier aux institutions numériques. Nous continuerons de jouer ce rôle et de nous concentrer sur l'identité numérique, ainsi que sur le big data pour améliorer la réglementation, la surveillance de la conformité, la garantie des revenus et la prévention de la fraude. Nous pensons que ce sont les principaux outils qui permettront aux citoyens africains de participer activement à l'économie numérique au lieu de devenir de simples consommateurs de biens numériques importés. L'identité numérique sera également essentielle pour améliorer la prestation des services gouvernementaux », a conclu M. Claude.